

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Etrangers criminels 3

Principe du carton jaune et du carton rouge

Carton rouge

Carton jaune

Danger sur le tourisme 13

A Genève, les hôteliers sont soucieux à cause de l'insécurité



Source: <http://en.wikipedia.org>

Quizz Suisse 15

Etes-vous un vrai Suisse? Testez vos connaissances!



Source: <http://fr.wikipedia.org>

Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

La pression de l'UDC a été efficace



Source: <http://www.parlement.ch>

Lors de la session d'été, le Conseil national a adopté une série de mesures visant à retrouver une politique d'asile crédible. Si plusieurs bonnes décisions ont été prises, il reste encore beaucoup de travail. Franc-parler fait le point de la situation en pages 4 et 5

Invitation à la landsgemeinde UDC des paysans

Samedi, 4 août 2012
chez Joseph Kunz, Schlössli (Schlösslihubel)
6022 Grosswangen



» Page 11



Pose des jalons de la politique européenne

C'est de la folie pure. Le Parti Socialiste Suisse (PS) réclame à nouveau et sans rougir une adhésion à l'UE comme seule alternative à la voie bilatérale. Peu après la session d'été, le Conseil fédéral a décidé d'entamer des négociations avec l'Union européenne (EU) sur des questions institutionnelles. Il compte ainsi subordonner dans une large mesure l'ordre juridique suisse à celui de l'UE et choisit à cet effet une approche très spécifique.

Empaquetées (dissimulées) dans le « dossier énergétique », le Conseil fédéral a l'intention d'imposer une solution pour toutes les questions institutionnelles futures relatives à l'Union européenne. On cache ainsi sous un accord technique, sectoriel, un véritable modèle de convention de portée globale et présentant les caractéristiques d'un pacte colonial, qui nous lierait à l'UE pour l'éternité. Cela signifierait pour la Suisse une grave perte de souveraineté. Les conséquences seraient une reprise obligatoire du droit européen, une soumission à la jurisprudence de l'UE, la création d'une nouvelle autorité de surveillance ainsi que des possibilités de sanctions supplémentaires.

Il est incompréhensible que le Conseil fédéral veuille mener des négociations sur un rattachement plus étroit de la Suisse avec une UE en situation de crise majeure. **La fraction UDC au Palais fédéral a par conséquent déposé au cours de la session d'été une motion en vue d'un moratoire de trois ans pour les questions institutionnelles concernant l'UE.**

Pourquoi ne faut-il mener aucune négociation avec l'UE ces trois prochaines années sur des questions institutionnelles ? L'UE est empêtrée dans une grave crise bancaire et de la dette, qui restreint sa marge de manœuvre et qui aura des conséquences encore impossibles à prédire sur le futur et l'organisation de la Communauté. Les contours futurs de la zone euro sont donc encore totalement indéterminés. De même, les États membres de l'UE ont évoqué des pourparlers sur une politique fiscale et budgétaire coordonnée. Le

cadre institutionnel de l'UE pourrait donc changer radicalement ces prochaines années.

Dans ce contexte et compte tenu de l'incertitude qu'il crée pour les évolutions futures au sein de l'UE, les négociations sur un rattachement plus étroit de la Suisse à l'UE ne sont en aucun cas dans l'intérêt de notre pays. Il n'existe aucune pression temporelle ni matérielle qui nous pousserait à conclure un tel accord. Avancer maintenant à l'aveuglette et négocier avec l'UE serait irresponsable pour la Suisse.

Pendant ce temps, l'immigration massive vers notre pays se poursuit. **Au cours des 12 derniers mois, le nombre de personnes entrant en Suisse était supérieur de 80'000 à celui des personnes quittant le pays.** Soit autant que la population de la ville de Lucerne. La croissance de la population étrangère est imputable à près de 87% à des ressortissants de l'UE-AELE. Ces chiffres mettent en évidence la nécessité de revenir à un système permettant à nouveau de réguler l'immigration de manière autonome. Nous avons ainsi récolté les signatures et déposé l'initiative UDC « contre l'immigration massive » au bon moment. Il faut s'armer pour les prochaines poses de jalons en politique européenne. L'UDC devra s'opposer à une large alliance de partis et d'associations. Nous sommes prêts à relever le défi et nous battons pour que notre Suisse reste indépendante et souveraine !

Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

Renvoi des criminels : la volonté du peuple doit être respectée

Le 23 mai 2012, le Conseil fédéral a enfin accepté, sous la pression de l'UDC, la consultation sur l'application de l'initiative sur le renvoi acceptée par le peuple et les États le 28 novembre 2010. Le Conseil fédéral propose deux variantes d'application possibles. Il préfère cependant celle qui se base sur le contreprojet rejeté par le peuple et par tous les États. Il viole ainsi gravement l'article constitutionnel relatif au renvoi des étrangers criminels existant, qui a été accepté par le peuple.



de Nadja Pieren, conseillère nationale, vice-présidente UDC Suisse, Berthoud (BE)

Un tel procédé permet déjà de pressentir le résultat de la procédure de consultation, qui durera jusqu'au 30 septembre. Après tout, la grande majorité des partis et des gouvernements cantonaux étaient déjà contre l'initiative sur le renvoi et pour le contreprojet. Ils défendaient et défendent toujours des idées contraires à la volonté du peuple, qui exige un renvoi automatique pour certaines infractions graves.

Pour ces raisons, l'UDC a écrit à tous les participants à la consultation. Ceux-ci sont priés de soutenir le projet de loi déposé par le comité d'initiative et par l'UDC, qui permet l'application correcte de l'article constitutionnel accepté par le peuple et les États.

L'UDC a toujours douté de la volonté réelle des autorités d'appliquer efficacement l'initiative sur le renvoi, malgré le verdict des urnes. C'est pourquoi elle a déjà préparé

une nouvelle initiative, dite « initiative d'application ». Cette dernière, entièrement terminée, se trouve auprès de la Chancellerie fédérale. Dès que celle-ci aura examiné tous les documents et que l'initiative aura été publiée dans la Feuille fédérale, l'UDC commencera à récolter les 100'000 signatures requises. Il s'agira d'un signal clair, adressé au Parlement, que la volonté du peuple doit être respectée. **Nous prévoyons actuellement de commencer à récolter les signatures en août 2012.**

deuxième chance, on lui montre immédiatement le « carton rouge ». Il doit donc quitter la Suisse dès qu'il a purgé sa peine. Cette règle concerne avant tout les assassins, les violeurs, les trafiquants de drogue, les escrocs et les cambrioleurs.

Principe du carton jaune

En cas de commission d'autres infractions **clairement définies dans l'initiative, le renvoi est automatique si l'étranger a des antécédents**. Ainsi, un étranger condamné

à une peine privative de liberté ou à une peine pécuniaire pour un motif quelconque se voit en quelque sorte présenter un « carton jaune ». Il sait dès lors qu'il sera renvoyé de Suisse s'il commet une nouvelle infraction : par exemple s'il commet des infractions nuisant particulièrement à l'ordre public et à la sécurité, comme le trafic de stupéfiants ou la violence à l'encontre de fonctionnaires.

lence à l'encontre de fonctionnaires.

L'initiative sur le renvoi est l'application correcte de la volonté du peuple. Les criminels ne pourront ainsi plus jamais compter sur des juges « magnanimes ». Le peuple veut l'automatisme du renvoi. Il faut l'appliquer sans retard et l'exécuter systématiquement.



L'initiative d'application est basée sur l'initiative sur le renvoi et comprend deux éléments :

Principe du carton rouge

En cas d'infraction grave, le renvoi est **impératif et automatique**. Comme l'exige l'initiative acceptée, l'auteur n'obtient alors pas de

4 Politique d'asile

Loi sur l'asile: l'UDC a tiré les pa

L'UDC a tenu conférence de presse le 20 février 2012 pour présenter ses propositions concernant la révision de la loi sur l'asile. Plus de la moitié de ces idées viennent d'être reprises par le Conseil national. Sur les cinq motions soumises par l'UDC, la Commission des institutions politiques (CIP) en a retenu trois qui ont toutes été adoptées par le Conseil national. C'est donc bien grâce à l'UDC que cette réforme précédemment molle de la loi sur l'asile a pris un tour plus ferme. L'UDC constate avec plaisir qu'elle a réussi, grâce sa sérieuse préparation de cet objet, à tirer de leur léthargie les partis du centre qui, avec un peu de retard certes (parfois seulement au moment des débats à la Grande Chambre), ont également formulé des propositions intéressantes et contribué ainsi à rendre cette loi plus efficace. Il appartient maintenant au Conseil des Etats de faire à son tour la preuve qu'il veut corriger les dysfonctionnements du secteur de l'asile en soutenant les durcissements apportés à ce projet.



Le conseiller national et spécialiste des questions d'asile Heinz Brand (Klosters, GR) a obtenu avec ses collègues UDC de la commission un durcissement de la loi sur l'asile au Conseil national.

L'UDC a réussi à faire passer au Conseil national les durcissements suivants de la loi:

- l'objection de conscience n'est plus une qualité de réfugié
- les motifs de fuite subséquents (par ex., une activité politique en Suisse) ne sont plus considérés comme une qualité de réfugié
- il n'est plus possible de déposer une demande d'asile dans une ambassade suisse
- les requérants d'asile ne reçoivent en principe plus que l'aide d'urgence
- les demandes de reconsidération et demandes multiples sans nouveaux arguments sont classées sans autre forme de procès
- 3 motions déposées à la demande de l'UDC par la CIP-CN ont été approuvées:
 - mandat donné au Conseil fédéral d'ouvrir des négociations avec l'Italie en vue de la conclusion d'un accord fast-track pour ramener plus rapidement les cas Dublin
 - renforcement des contrôles frontaliers si l'accord de Dublin n'est pas respecté
 - indemnisation des communes abritant un centre d'accueil avec un forfait de sécurité.



Les modifications suivantes sont transférées dans un projet traité en procédure d'urgence et entrent en vigueur immédiatement après leur adoption par le Parlement (à condition que le Conseil des Etats les approuve également):

- les objecteurs de conscience ne sont pas des réfugiés
- suppression de la possibilité de déposer des demandes dans les ambassades
- utilisation provisoire sans autorisation spéciale de locaux d'accueil appartenant à la Confédération
- installation spéciale de requérants d'asile récalcitrants (y compris adaptation des mesures de contraintes, versement d'un forfait de sécurité et financement de programmes d'occupation dans les cantons abritant des centres d'accueil et de procédure)



rtis du centre de leur léthargie

Autres durcissements approuvés par le Conseil national:

- règlement des cas de rigueur (attribution d'une autorisation de séjour B): seules les personnes n'ayant pas commis de délit reçoivent un permis B
- les requérants d'asile récalcitrants peuvent être placés dans des centres spéciaux
- introduction d'un entretien préalable: les personnes sans motif d'asile sont informées dès le départ que leur demande n'a aucune chance afin de les retenir d'en déposer une
- l'obligation de participer est renforcée: la demande d'asile est annulée lorsque le sujet disparaît dans la nature
- l'asile n'est plus accordé aux proches du réfugié, mais uniquement à son conjoint et aux enfants mineurs
- l'asile s'éteint après un séjour d'une année à l'étranger
- en cas de recours contre des décisions Dublin: le recours n'a pas d'effet suspensif (le transfert dans l'Etat Dublin concerné peut avoir lieu immédiatement malgré le recours déposé); l'inadéquation de la mesure n'est plus considérée comme un motif de recours contre une décision Dublin
- réduction à 30 jours du délai pour les demandes de reconsidération (actuellement 90 jours)
- les expulsions dans des pays d'origine sûrs sont toujours acceptables
- tous les pays UE/AELE sont considérés dans tous les cas comme des pays sûrs
- l'admission provisoire s'éteint en cas de séjour à l'étranger de plus de deux mois ou si la personne a déposé une demande d'asile dans un autre pays
- les personnes admises provisoirement ne peuvent faire venir leur famille qu'après 5 ans (aujourd'hui après 3 ans déjà).

Malheureusement, l'UDC n'a pas réussi à faire passer toutes ses propositions. Les exigences suivantes n'ont été soutenues que par une minorité du Conseil national, si bien que la nouvelle loi ne sera pas véritablement durcie et efficace:

- installation de centres fermés pour les requérants d'asile récalcitrants
- les recours contre les refus de l'asile doivent être traités par une instance de recours du DFJP et non plus par le Tribunal administratif fédéral qui prolonge souvent massivement la procédure
- suppression des cas de rigueur: les personnes accueillies provisoirement ne bénéficient pas d'une autorisation de séjour
- suppression de l'asile familial: la famille du réfugié ne bénéficie pas automatiquement du statut de réfugié
- suppression de l'assistance judiciaire gratuite pour tous les requérants d'asile
- en cas de renvoi il n'est plus tenu compte de l'unité de la famille.

La suite des événements

Le Conseil des Etats examinera durant la prochaine session parlementaire d'automne les divergences dans ce projet de loi. Selon le nombre de divergences restantes, le projet de loi sera définitivement adopté durant la session d'automne ou d'hiver 2012. La partie du projet traitée en urgence entrera en vigueur immédiatement après son adoption en votation finale, donc en automne ou en hiver 2012. Les partis de gauche et l'industrie de l'asile lanceront sans doute un référendum contre la totalité du projet, si bien que les dispositions non urgentes ne pourront entrer en vigueur qu'après la votation populaire, donc entre le milieu et la fin 2013.

Mais même si cette version de la loi sur l'asile durcie par le Conseil national devait être définitivement approuvée par le Parlement et entrer telle quelle en vigueur, il dépendra essentiellement de son exécution si les dysfonctionnements du secteur de l'asile peuvent être effectivement corrigés. Malheureusement, on doit constater aujourd'hui déjà que la plupart des acteurs n'ont pas la volonté d'adopter une ligne dure dans l'application de la loi et refusent d'exploiter toutes les possibilités des dispositions existantes. C'est bien pour cette raison qu'il a fallu durcir la loi. Il est donc d'autant plus important que le Conseil fédéral, l'Office fédéral de la migration, les communes et les cantons soient placés devant leurs responsabilités et contraintes d'appliquer les durcissements voulues par le Parlement. Voilà la seule manière de rétablir le crédit de l'asile suisse et de le faire accepter par la majorité de la population.

Une politique d'asile pour les vrais réfugiés et non pas pour les profiteurs.



6 Politique de l'énergie

Politique énergétique 2050: du vent

Un approvisionnement électrique sûr, indépendant et économiquement avantageux constituera toujours un élément essentiel de la croissance et de la prospérité de notre pays. L'UDC s'est engagée pour le garantir et exige que la production électrique future soit également axée sur cet objectif. Réalisme et faisabilité politique plutôt qu'idéalisme, espoir et foi aveugle, telles doivent être les lignes directrices.



de Hans Killer, conseiller national
Untersiggenthal (AG)

Un an après la sortie du nucléaire annoncée par le Conseil fédéral, l'incertitude règne encore sur l'avenir énergétique. Certes, le Conseil fédéral a publié sa vision des mesures nécessaires sous le titre «Stratégie énergétique 2050». Mais ceux qui croient que tout est clair en ce qui concerne l'approvisionnement électrique seront encore une fois déçus. Les mesures prévues restent limitées aux économies, aux importations, aux énergies renouve-

lables et aux nouvelles centrales à gaz. Malgré une perspective temporelle à long terme et l'imprécision (volontaire) que cela implique, les objectifs formulés ne sont qu'à moitié atteints.

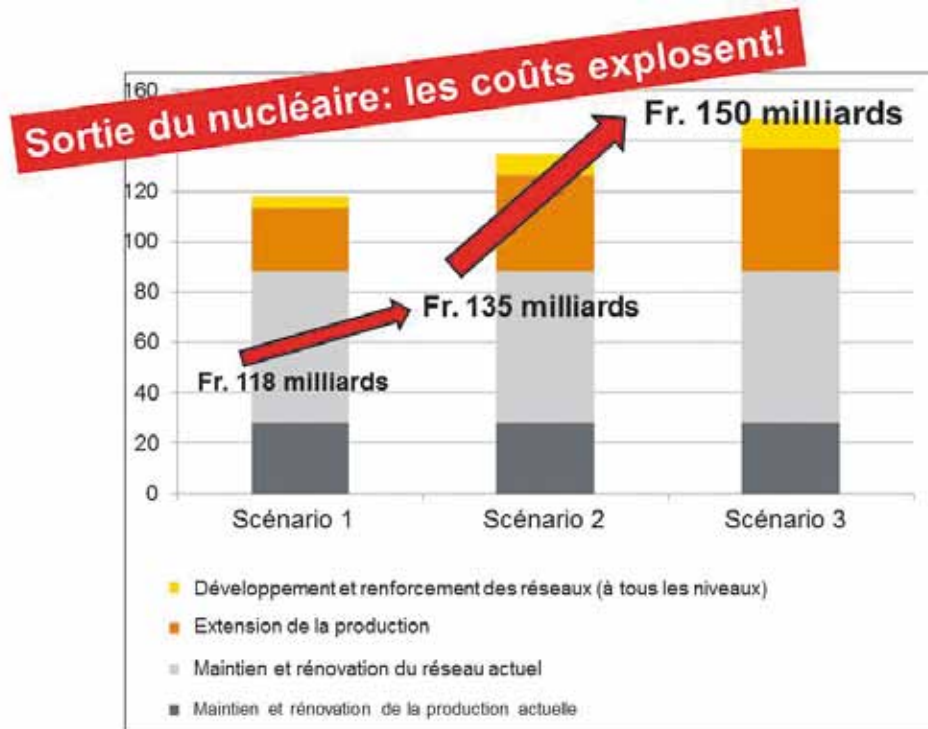
Un point étonnant est que la branche électrique, qui restera à l'avenir responsable de la production d'électricité et doit remplir un mandat d'approvisionnement, n'a jusqu'à présent été intégrée que de manière marginale à l'élaboration de la stratégie électrique future. Cela donne l'impression que tout le monde a son mot à dire sur la manière de résoudre les problèmes, sauf les personnes concernées ! La branche a maintenant réagi : se basant sur le cadre donné par le Conseil fédéral, elle a présenté des scénarios montrant à quoi pourrait ressembler la stratégie énergétique future

pour notre pays. L'affirmation centrale des fournisseurs de courant est que les objectifs ambitieux de l'avenir énergétique suisse redéfini seront pratiquement impossibles à atteindre sans centrales à gaz combinées et sans importations d'énergie non renouvelable, même en appliquant des mesures d'économie d'énergie radicale et en percevant des redevances et frais nouveaux très élevés.

L'UDC a toujours signalé ces faits au cours des débats sur une sortie future du nucléaire. **Les données publiées par la branche montrent en outre clairement que le coût d'une éventuelle sortie serait non seulement exorbitant (118-150 milliards selon le scénario) mais aussi que, même si toutes les mesures étaient appliquées, on ne pourrait garantir une production énergétique fonctionnelle.** Il est plus qu'effrayant d'observer la naïveté et la légèreté dont le Conseil fédéral et le Parlement ont fait preuve pour décider de la sortie du nucléaire, sur la base d'informations plus que lacunaires et une incroyable dose d'illusions et d'inconscience.

Les chiffres ne laissent aucune place au doute : la stratégie énergétique 2050 de la Confédération est un coup d'épée dans l'eau et ne fait qu'engendrer davantage de taxes, d'émoluments, d'émissions polluantes, une dépendance accrue de l'étranger, une mise en danger de l'approvisionnement, une folie réglementaire et des mesures de contraintes étatiques, tout en engendrant une forte perte de croissance et de prospérité pour le peuple suisse.

Est-ce vraiment cela que nous voulons?



Source: Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen. Scénarios pour une sortie de l'énergie nucléaire

Baisse des coûts: il existe des remèdes efficaces

L'approvisionnement en soins de santé de bonne qualité dont nous disposons en Suisse a aussi son revers : les coûts en constante augmentation, qui entraînent des primes toujours plus élevées. Les gens vieillissent, les maladies chroniques se multiplient, la médecine est toujours plus performante – et toujours plus chère. Depuis l'introduction de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), les coûts sont passés de 37 milliards à 62 milliards de francs par an.



de Jürg Stahl, conseiller national Brütten (ZH)

La folie régulatrice étatique est elle aussi de plus en plus marquée. La diversité des rôles des cantons dans le domaine hospitalier, en particulier, pose problème : les cantons possèdent et exploitent des hôpitaux, ils fixent les prix et les tarifs pour les prestations médicales, ils sont compétents pour les autorisations et les contrôles et ils disent quels hôpitaux figureront sur les listes. Environ 40% de nos primes alimentent ce secteur, de même qu'une partie de nos impôts.

La Confédération et l'Office fédéral de la santé fixent notamment le prix des médicaments ainsi que le montant des primes que les assurances-maladie peuvent percevoir. Beaucoup d'État et de règles ne font pas baisser les coûts, bien au contraire.

Qu'en est-il toutefois du côté des prestataires (médecins, hôpitaux, caisses-maladie, entreprises pharmaceutiques, etc.) ? Les conditions-cadre légales en vigueur sont restrictives et entravent la concurrence. En raison de l'obligation de contracter, les assureurs maladie sont aujourd'hui tenus de collaborer avec tous les prestataires. Dit de manière simplifiée, ils doivent payer chaque facture

de chaque médecin et de chaque hôpital. L'abolition du moratoire sur les autorisations d'exercer pour les médecins a déjà entraîné plus de 1'000 nouvelles autorisations de cabinets. Cela entraînera une augmentation correspondante des coûts : en partant de l'hypothèse d'un chiffre d'affaires moyen par cabinet médical de 500'000 francs par an, les coûts supplémentaires annuels s'élèveront à 500 millions de francs environ.

L'UDC considère que dans le domaine de la santé, comme dans d'autres domaines de la vie et de l'économie, la concurrence constitue l'un des principes les plus importants pour faire baisser les coûts tout en maintenant ou en augmentant la qualité.

Les frais administratifs des caisses maladie, 5 à 6%, sont relativement bas, raison pour laquelle ils sont en concurrence. Les caisses maladie sont en substance le partenaire fort des assurés, qui devrait exiger pour nous des coûts raisonnables et une qualité élevée. Rien qu'en 2012, les mesures des assureurs ont permis d'économiser près de 2,5 milliards de francs, dont 1 milliard à travers des négociations tarifaires. En raison de l'obligation d'être assuré, toutefois, chacun doit impérativement payer des primes – qui augmentent constamment – de sorte que certains pensent que celui auquel ils doivent verser leurs primes est le coupable.

Que faire donc dans le système de santé ? Il existe des idées de solutions différentes mais nous devons d'abord trouver la réponse à certaines questions essentielles : qui veut se permettre combien ? Qu'est-ce que l'obligation d'être assuré nous a apporté et est-ce juste et tenable en la forme actuelle ? Que doit contenir effectivement le catalogue des prestations de base ? Est-il justifié que les jeunes et les

“Depuis l'introduction de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), les coûts sont passés de 37 milliards à 62 milliards de francs par an.”

familles avec de petits enfants paient en moyenne des primes bien trop élevées et doivent obtenir de l'État des réductions de primes ? Comment lutter efficacement contre les abus, tant du côté des patients que de celui des médecins, pour lesquels le système présente également des failles ? Comment placer la responsabilité individuelle de chacun davantage au centre et décharger la collectivité ? Comment faire pour que les bons médecins et hôpitaux nous fournissent des soins en priorité et que chacun ne puisse pas chiper une part du gâteau, nous obligeant ainsi à agrandir ce dernier en permanence ? L'UDC ne s'enferme pas dans ces questions et continuera à lutter pour davantage de liberté, pour la concurrence et pour des prix équitables dans le système de santé suisse.



Ce que l'UDC a obtenu:

Enfin un tour de vis dans la loi sur l'asile

De nombreuses propositions de l'UDC pour l'introduction de dispositions plus strictes dans la nouvelle révision de la loi sur l'asile ont été acceptées par le National. C'est à présent le tour du Conseil des États d'approuver les mesures de renforcement et de faire en sorte que l'application soit la plus rapide possible. Certains points ayant été déclarés urgents, les premières restrictions pourraient entrer en vigueur en automne déjà.

Premiers rayons de lumière dans la chambre noire du Conseil des États

Pour la première fois, le Conseil des États se montre disposé à voter par voie électronique et donc de manière transparente pour le public. Il a accepté de justesse, à 22 voix contre 21 et une abstention, une initiative parlementaire en ce sens du conseiller aux États This Jenny (GL). L'objet est donc confié à la commission compétente afin que celle-ci élabore un projet détaillé. Reste à espérer que celui-ci soit accepté, afin que la lumière règne enfin dans la chambre noire.

La dictature judiciaire à travers la juridiction constitutionnelle est provisoirement écartée

Se rangeant de l'avis de l'UDC, le Conseil des États s'est prononcé à 27 voix contre 17 contre l'introduction de la juridiction constitutionnelle. Le souverain et le Parlement continueront à décider des lois futures et non les tribunaux. Le projet retourne à présent au Conseil national, qui était favorable à l'introduction d'une telle juridiction constitutionnelle. Dans l'éventualité où les deux Chambres approuveraient finalement la juridiction constitutionnelle, le dernier mot reviendrait au peuple.



Détournement du nouvel impôt sur les entreprises maquillé en imposition des bonus

Bien que la plupart des points de l'initiative populaire « contre les salaires abusifs » aient été repris dans un contreprojet indirect, le Parlement a aussi souhaité opposer à l'initiative un contreprojet comprenant un « impôt sur les bonus ». Les entreprises n'auraient ainsi plus pu déduire les salaires supérieurs à 3 millions par an à titre de charges commerciales – ce qui aurait équivalu à un nouvel impôt sur les entreprises. Heureusement, ce projet a été rejeté par le Conseil national en votation finale.

les de la session d'été



Ce dont nous pouvons remercier la gauche :

Forte augmentation de l'aide au développement

Le National a accepté sans aucune réduction la forte augmentation de l'aide au développement demandée par le Conseil fédéral. Une proposition de l'UDC, visant à réduire le crédit-cadre sur quatre ans à 9,6 milliards au lieu des 11,35 milliards de francs demandés par le Conseil fédéral, n'a eu aucune chance. Alors qu'on exige des programmes d'économie et des votations populaires sur les dépenses pour la sécurité nationale, le Parlement valide des augmentations disproportionnées de l'aide au développement sans aucune compensation ni possibilité de référendum. Et ce, alors que les dépenses pour l'aide au développement ont déjà crû de 87% ces 10 dernières années !

Accord sur la fiscalité de l'épargne – concessions sans contrepartie

Les accords sur la fiscalité de l'épargne avec l'Allemagne et le Royaume-Uni (Grande-Bretagne) exigent de la Suisse, après les prétendues améliorations, des concessions de grande ampleur et lourdes de conséquences, tant en ce qui concerne les taux d'imposition que l'affaiblissement croissant de la sphère privée. Or le principe de la réciprocité n'est pas garanti et aucune contrepartie satisfaisante n'a été exigée. Pour ces raisons, l'UDC a refusé ces accords au Parlement. La majorité des deux Chambres était toutefois d'un autre avis et a permis aux accords de passer.

Loi sur l'aménagement du territoire : moins de fédéralisme

Le projet tel qu'il a été adopté affaiblit une fois de plus le fédéralisme et les compétences des cantons et des communes. La restriction des surfaces constructibles en réserve autorisées ainsi que les dézonages qui en résultent, de même que l'obligation de construire amputent une grande partie des droits de propriété. À travers la taxe sur la plus-value, on a en outre introduit un impôt supplémentaire. L'UDC s'est toujours opposée au projet et sa constance lui a permis d'éviter pire encore. Ainsi, grâce à l'UDC, le renforcement de la protection du paysage cultivé a au moins pu être ancré dans la loi, ce qui a permis d'améliorer les conditions-cadre de l'agriculture suisse.



10 Excursion du groupe

Entre lacs et montagnes

Le 6 juin, le groupe UDC et ses invités ont été accueillis par notre nouveau chef de groupe Adrian Amstutz dans sa région de l'Oberland bernois. Pas moins de 120 personnes ont ainsi profité de cette excursion qui a emmené ses participants de Thoune à Oberhofen am Thunersee durant une croisière de deux heures sur le lac de Thoune. Le groupe a ensuite profité d'une visite du château d'Oberhofen où un apéritif les attendait à l'issue du trajet. En soirée, les participants se sont rendus à Sigriswil, commune de domicile d'Adrian Amstutz où ils ont d'abord pu rivaliser à la pêche avant de se rendre au repas du soir où le conseiller fédéral Ueli Maurer a saisi l'occasion de s'adresser au groupe.



Le fameux château d'Oberhofen am Thunersee qui fut investi par les Confédérés bernois après la bataille de Sempach.



Adrian Amstutz au moment d'accueillir ses invités à Sigriswil où il a brièvement présenter sa commune.



Le conseiller national Thomas Aeschi s'essaye tout sourire à la pêche sous le regard du président de l'Assemblée fédérale Hansjörg Walter.



Au moment du repas, le conseiller fédéral Ueli Maurer a tenu à s'exprimer quelques instants devant les personnes présentes. Ses propos ont su capter toute l'attention.

Invitation à la landsgemeinde UDC des paysans



Encourager la production alimentaire nationale au lieu d'augmenter les importations!

Chères Familles paysannes, Chères Paysannes et chers Paysans UDC,
Chers Intéressés à l'agriculture suisse,

L'automne prochain le Parlement décidera de la nouvelle politique agricole 2014-2017. La stratégie proposée par le conseiller fédéral Schneider-Ammann affaiblit l'agriculture productrice. Il s'agit bien plus aujourd'hui de garantir les bases de production pour permettre à nos paysans de maintenir, voire d'augmenter l'actuel degré d'autoapprovisionnement de la Suisse en produits alimentaires sains et répondant aux besoins du marché. Cette politique est aussi plus raisonnable du point de vue écologique que d'importer des produits alimentaires transportés d'un continent à l'autre.

L'UDC vous invite donc à cette landsgemeinde des paysans. Nous nous battons pour une agriculture productrice. Nous nous engageons pour améliorer le revenu des familles paysannes. Une Suisse saine a besoin d'une paysannerie saine. Notre devise: «Encourager la production alimentaire nationale au lieu d'augmenter les importations».

Rejoignez-nous avec votre famille pour donner un signal fort au Conseil fédéral et au Parlement en faveur de la production alimentaire nationale. Le temps de la résistance est venu – pour sauvegarder notre paysannerie.

Bien à vous

Toni Brunner
Conseiller national, président UDC Suisse



Samedi, 4 août 2012
chez Joseph Kunz, Schlössli (Schlösslihubel)
6022 Grosswangen

La landsgemeinde aura lieu en plein air.

La route d'accès est fléchée depuis l'église. Des places de parcs sont à disposition. Il est aussi possible de venir en tracteur. En train ou en car postal descendre à Grosswangen-Post (à env. 800 m du Schlösslihubel).

- 10.30 h** Formation de l'assemblée
- 11.00 h** Salutations et allocution
Josef Kunz, président du Centre agricole, Grosswangen (LU)
- 11.10 h** Salutations
Hansjörg Walter, Wängi (TG), président du Conseil national et président des Paysans suisses
- 11.20 h** Combat pour une agriculture productrice
Andreas Aebi, conseiller national, Alchenstorf (BE)
- 11.30 h** L'importance économique d'une production alimentaire nationale
Hansjörg Knecht, conseiller national, Leibstadt (AG)
- 11.40 h** Les exigences de l'UDC à l'adresse de la PA 14-17
Albert Rösti, conseiller national, Uetendorf (BE)
- 11.50 h** Non au libre-échange agricole avec l'UE
Jean-Pierre Grin, conseiller national, Pomy (VD)
- 12.00 h** Pause de midi; le ravitaillement est assuré
- 12.35 h** Le temps de la résistance est venu: des paysans vrais et droits au lieu de jardiniers écolos et gauchistes
Toni Brunner, conseiller national, président UDC Suisse, Ebnat-Kappel (SG)
- 12.50 h** Adoption d'une résolution à l'adresse du Conseil fédéral

N'hésitez pas à adresser vos questions ou idées à Silvia Bär, secrétaire générale suppléante UDC Suisse:
tél. 031 300 58 58 ou baer@udc.ch.



XF xJ xK

BELLE À COUPER LE SOUFFLE. ÉTONNAMMENT EFFICIENTE. LA JAGUAR XF 2.2 DIESEL.

Découvrez la nouvelle JAGUAR XF et son efficacité maximale. Avec ses nouvelles lignes, son intérieur revalorisé et le moteur high-tech le plus efficace de tous les temps, la nouvelle JAGUAR XF répond aux exigences les plus élevées. Savourez le raffinement généreux que vous avez toujours souhaité – et cela, à des conditions dont vous ne pouviez que rêver jusqu'à présent.



Compétence et prestations auprès
de votre spécialiste JAGUAR.

Au sensationnel prix Swiss Deal de CHF 59 500.-*

- Boîte automatique à 8 rapports
- Technologie Stop/Start
- 5.4 litres/100 km
- Catégorie de rendement énergétique A
- 3 ans de JAGUAR Free Service*

Convenez aujourd'hui encore d'une course d'essai auprès de votre spécialiste JAGUAR, et sentez-vous revivre au volant de la JAGUAR XF.

JAGUAR.CH

HOW ALIVE ARE YOU?



* Modèle illustré: XF 2.2 litres diesel, 190 ch, CHF 59 500.-, consommation normalisée 5.4 l/100 km, émissions de CO₂ 149 g/km (moyenne de tous les véhicules neufs en Suisse 159 g/km), catégorie de rendement énergétique A. Swiss Deal: valable à partir du 11.1.2012 jusqu'à révocation (immatriculations en Suisse) sur les modèles XF de l'année 2012. JAGUAR Free Service: 3 ans d'entretien gratuit sans limitation de kilométrage, liquides inclus.

Genève: une destination appréciée mais criminelle !

Genève, la belle cité de Calvin, qui s'enorgueillit d'être l'hôte des multinationales, des organisations et entreprises internationales ainsi que des touristes, attire aujourd'hui une nouvelle clientèle, celle du grand banditisme et des criminels.



par Céline Amaudruz, conseillère nationale, Puplinge (GE)

An'en point douter, Genève est aujourd'hui «une destination appréciée des voleurs». A en croire la presse et les professeurs universitaires, qui après des années de recherches, diagnostiquent que les différences constatées en matière de criminalité entre ces différentes régions du pays, et notamment entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, s'expliquent par la «composante transfrontalière».

Selon le criminologue Martin Killias, «derrière le Jura de Lyon jusqu'en Alsace, il y a une concentration d'immigrés d'Europe de l'Est qui ont été installés plus ou moins le long de la frontière et pour qui se déplacer dans les villes de Suisse est très commode et beaucoup plus payant que de commettre les mêmes infractions dans les villes d'autres pays». Il précise encore que «les villes comme Zurich sont beaucoup moins touchées par la criminalité transfrontalière, parce qu'il y a moins de concentration de populations venant de loin sur la frontière au nord de Zurich».

Alors, oui, un certain tourisme en Suisse, et plus particulièrement à Genève, se développe mais ce n'est pas celui escompté. Car il s'agit d'un tourisme de criminels qui salit l'image de notre beau pays, qui affai-

blit notre industrie et qui font fuir le tourisme économique, doit-on encore le préciser!

Il y a de quoi s'inquiéter des propos négatifs tenus à l'étranger vis-à-vis de la Suisse et de sa sécurité intérieure. **L'impact du manque de sécurité en Suisse est sans appel et ce à tous les niveaux.** Le choix du lieu des vacances est déterminé non seulement par le paysage, la culture et l'art culinaire, mais aussi et surtout par l'atmosphère ambiante. Les hôtes qui ne se sentent pas bien ne viennent pas!

Aussi, il faut que la criminalité, sans cesse grandissante, notamment à Genève, soit maîtrisée et ce par une politique ferme et rigoureuse et non pas molle comme tous les partis bourgeois gouvernementaux nous le proposent! L'insécurité, la dramatique criminalité, de surcroît de plus en plus violente, décourage les touristes de fréquenter la Suisse.

L'exemple de Genève montre à quel point les clients sont sensibles aux représentations négatives. Ainsi, à cause de l'insécurité, le tourisme ne cesse de diminuer. Les statistiques de l'hébergement de l'Office fédéral de la statistique le confirment: en avril 2012, 5% de nuitées en moins que le même mois de l'année dernière lui-même déjà mauvais.



Source: <http://fr.wikipedia.org>

Intervention nocturne de la police genevoise. De telles scènes sont désormais quotidiennes à Genève

Cette évolution négative du nombre des nuitées est terriblement inquiétante et menace considérablement l'économie touristique avec en prolongement des répercussions sur le marché de l'emploi où plus de 10'000 postes ont déjà été supprimés dans notre pays.

La sécurité est ainsi un critère important pour l'économie suisse et il est essentiel que nos autorités prennent urgemment des mesures pour assurer notre pays contre ces dangers venus d'ailleurs.

14 Le Pays Vaudois

300 fois au service des Vaudois

En juillet 2012, l'UDC Vaud publiera le 300^e numéro de son journal Le Pays Vaudois, dont le premier numéro date de 1993. L'ancien conseiller national Jean Fattebert revient en quelques questions sur cette publication qu'il connaît bien.

Depuis 2003, quel rôle a joué Le Pays Vaudois au sein de l'UDC ?

Ce fut et c'est encore un lien entre les membres et sympathisants qui permettait d'informer bien sûr, mais aussi d'expliquer le travail des élus et d'obtenir un soutien à notre cause.

Est-ce encore nécessaire de publier un journal mensuel sur papier en 2012 ?

La question du maintien du journal est aussi vieille que l'existence de cette publication. Néanmoins, je pense qu'un nombre certains d'abonnés tiennent au papier.

Comment était l'UDC de 1993 par rapport à celle que vous connaissez aujourd'hui ?

Elle était un petit parti d'opposition qui se donnait à une cause avec conviction.

Les médias évoluent en permanence, quelle serait votre recommandation pour améliorer le journal ?

Le journal est bien fait. Il donne envie de l'ouvrir mais ce n'est pas une raison pour se figer. Si je peux essayer une suggestion, je verrai bien des brèves drôles ou significatives de la qualité du travail de nos élus.

Impressum

Tirage: 5'000 exemplaires
Edition: Stiftung SVP-Patezeitung
Périodicité: 11x/an
Collaborateur: Kevin Grangier
Adresse: Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch

Imprimerie: Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20
4800 Zofingen - www.ztonline.ch
Abonnement: Fr. 35.- pour les non-membres.
Annonces: Kevin Grangier- franc-parler@udc.ch
Crédit photo: Page 1 - milieu: Services du Parlement 3003 Berne. En haut à gauche: Wouter Hagens, Own

Crédit photo: work, 3.8.11. En bas à droite: Fabrice Blanc, travail personnel, 11.9.10. Page 4 - SVP Graubünden. Pages 8-9 - Services du Parlement 3003 Berne. Page 10 - SVP Schweiz. Page 13 - Abraham Del Pozo. Page 15 - A gauche: Wouter Hagens, Own work, 3.8.11. Mitte: Fabrice Blanc, travail personnel, 11.9.10. Rechts: Telnet, 24.09.03



Inacceptable – dégradant – nocif!

Qui croit encore à la Suisse et à ses atouts, signe le référendum contre les nuisibles accords fiscaux avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Autriche.

Car les accords

- ont été obtenus par contrainte
- affaiblissent notre place financière et économique
- mettent en péril des milliers d'emplois
- minent notre souveraineté
- nous contraignent à payer des milliards sans contrepartie
- font de nous le percepteur d'impôts pour les pays de l'UE
- ne préservent aucunement le secret bancaire
- ne stoppent pas les attaques contre la réussite de la Suisse, jalousée.

Pour commander des formulaires pour signature:

Tel. 031 356 27 27
Fax 031 356 27 28
E-Mail: info@referendum.ch

Dons vivement souhaités au CCP 30-10011-5

Nom, prénom

Adresse

CP, localité

Nombre de formulaire

Adresser à ASIN, case postale 669, 3000 Berne 31

Êtes-vous un vrai Suisse?

Histoire, géographie ou même sport et exploit. En six questions, mesurez vos connaissances de la culture suisse en répondant correctement au quizz UDC de l'été 2012.

1. En quelle année le canton de Soleure a-t-il été admis au sein de la Confédération?

☐ 1476

☐ 1481

☐ 1501

2. La commune la plus à l'ouest de la Suisse se trouve dans le canton de Genève, comment s'appelle-t-elle ?

☐ Chancy

☐ Cartigny

☐ Dardagny

3. En quelle année le Breitling Orbiter 3 de Bertrand Piccard a-t-il réussi son tour du monde en ballon sans escale ?

☐ 1996

☐ 1998

☐ 1999

4. Au Tessin, une commune reconnaît l'allemand comme langue officielle. Laquelle est-ce ?

☐ Bosco/Gurin

☐ Airolo

☐ Tremola

5. Dans quels cantons se trouve le sommet du Pilate ?

☐ Lucerne et Obwald

☐ Lucerne et Nidwald

☐ Obwald et Nidwald


Quelle: <http://en.wikipedia.org>

Genève est célèbre pour être la ville des Réformateurs



Quelle: <http://fr.wikipedia.org>

Du haut du Mont Pilate, la vue est imprenable sur Lucerne et le Lac des Quatre-Cantons.



Quelle: <http://fr.wikipedia.org>

Bosco/Gurin est connu pour ses pistes de ski

Réponses
Question 1 : En 1481, Soleure a été admis en même temps que Fribourg après les délibérations houleuses de la Diète de Stans durant laquelle l'ermite Saint Nicolas de Flue raisonna les Confédérés.
Question 2 : Chancy. Le village genevois comptait 1'100 habitants en 2009 et sa gare se situe en territoire français dans le village voisin de Pouigny.
Question 3 : Breitling Orbiter 3 est parti de Château d'Oex le 1er mars 1999 et s'est posé 21 jours plus tard dans le désert égyptien avec à son bord le Suisse Bertrand Piccard et l'Anglais Brian Jones.
Question 4 : Bosco/Gurin. La commune située à 1506 mètres (plus haute commune du Tessin) au fond d'une des branches du val Maggia dans le Locarnese a été fondée au XIIIe siècle par les Walsers. Sa situation extrêmement reculée a sauvé l'usage du dialecte allemandique des Walsers jusqu'à nos jours.
Question 5 : Le sommet du Pilate est mondialement connu pour apparaître en arrière-plan des panoramas de Lucerne. Le sommet est accessible par téléphérique au départ de Fräkmüntegg, dans le canton de Lucerne ou par funiculaire au départ d'Alpnachstad, dans le canton d'Obwald. Son sommet se situe à cheval entre les cantons de Nidwald et d'Obwald.

6^e Tournoi de foot de l'UDC



Samedi, 14 juillet 2012 de 10h00 à 16h00 - Reitplatz, Winterthour Töss

Grand tournoi de foot de l'UDC. Bonne ambiance, compétition, trophées, prix, musique et bien plus seront au rendez-vous.

Catégories (aucune limite d'âge)

Equipe mixte (6 joueurs, dont au minimum 2 femmes)

Equipe masculine (6 joueurs)

Les joueurs individuels sont également les bienvenus. Selon les possibilités, une équipe sera constituée.

Participation : Fr. 50.- par équipe. Possibilités d'annoncer votre équipe tout de suite sur Internet www.udc.ch ou par e-mail à imobersteg@svp.ch

Renseignements: Ariane Imobersteg 031 300 58 58

Fin des inscriptions: 1^{er} juillet 2012